

GARRETTE La Poste : INTERVENTION DES GLIÈRES - 1er JUIN

Société du tout marchand, pour l'appropriation individuelle des richesses où compétition et rentabilité sont les maîtres mots ou société de mise en commun des richesses, démocratie et coopération pour répondre aux besoins de tous?se sont des choix politiques qui s'opposent.

Nous sommes dans une période charnière où par notre engagement, nous devons choisir.

Le chemin est long, semé d'embûches, mais la réponse se fait de plus en plus urgente. Il faut parfois payer de sa personne, certains d'entre nous le savent bien, mais n'avons-nous pas davantage à perdre à se résigner et finalement accepter d'être sacrifié?

Le patronat mais aussi les décideurs des services publics surfent sur cette vague de politiques d'austérité pendant que les salariés accusent les coups. Le pessimisme ambiant, la faiblesse des mobilisations, des collectifs, dans la rue comme dans les urnes, donnent des ailes aux forces libérales pour avancer à grands pas dans la confiscation des pouvoirs, des richesses, pour investir encore davantage dans cette entreprise de destruction des acquis des luttes et du programme du conseil national de la résistance. C'est malheureusement la voix qu'ont choisie les gouvernements Sarkozy et maintenant celui de Hollande et Valls. La colère et la désespérance de nos concitoyens est telle, qu'à tout moment la situation peut exploser. Nos dirigeants l'ont bien compris et les nouveaux managements ne lésinent pas sur les moyens pour faire régner la paix sociale, pour faire taire les plus récalcitrants, ceux qui oseraient porter haut et fort la contestation, les propositions d'une société plus humaine, plus démocratique, où le bien commun serait le cœur du projet.

CHATEAUMEILLANT (18) 3 postiers ont comparu devant un conseil de discipline pour avoir distribué des tracts en direction des usagers, en dehors des horaires de travail. 3 et 4 mois de suspension de service, demandés par leur Direction. Bilan : 15 jours de suspension proposés par le conseil de discipline.

PERTHUIS (84)

Suite à une revendication du paiement des heures supplémentaires, la Poste refuse toute négociation et sanctionne le personnel gréviste. « Selon la Directrice du Groupement Courrier ils ont franchi la ligne jaune, ils doivent être sanctionnés ».. Les propositions de sanctions vont de 15 jours à 6 mois de suspension.

NICE (06) La Direction locale de La Poste sanctionne un militant CGT pour avoir ouvert la porte de la Direction avec son badge un jour de grève où près de 200 postiers en colère investissaient les lieux parfois même en passant par le toit. Militant CHSCT, il n'avait pas d'autre choix pour éviter les accidents et mettre le personnel en sécurité. La Poste demande 6 mois de suspension à son encontre.

ANNECY (74)

En 2011, 3 militants syndicaux sont sanctionnés pour des actions pourtant collectives s'opposant à la énième désorganisation du travail qui se profilait, je fut le 3ème militant, CGT, réprimé.

Conditions de travail détériorées, + de 200 suicides de postiers depuis 2008, politique de culpabilisation et de pression voir menaces sur ceux qui ne parviennent pas à suivre les cadences, non paiement des heures supplémentaires, dévalorisation du travail, la santé des agents est en danger et c'est aussi l'emploi qui trinque, + de 90 000 emplois supprimés depuis 2000, ce sont les services

rendues aux usagers que la poste considère depuis déjà longtemps comme des clients qui se dégradent. Cette mise au piloris du service public postale s'est aggravé depuis le changement de statut, en Société Anonyme, en mars 2010 et ce malgré l'opposition des quelques 2 millions de citoyens qui se sont exprimés à l'occasion du référendum de 2009, organisé par le mouvement progressiste. La voix empruntée par FT, aujourd'hui ORANGE est toute tracée, que dire des pays bas où la privatisation postale a fait renaître de ses cendres une pléthore de travailleurs pauvres qui ne sont même plus salariés.

Mobilisations pour la défense des libertés syndicales, des droits des salariés, pour le service public, sans cesse remise en cause par nos dirigeants, à la botte du MEDEF, lutte pour une société plus humaine, de coopération, contre toutes formes de discriminations, voilà le combat que je mène, avec bien d'autres, depuis mes 15 ans. Engagement politique, syndical, c'est le collectif qui est au cœur de la lutte et de tous progrès. Sans lui, nous ne sommes que des individus sans pouvoir et fragiles. Les collectifs avec lesquels je lutte pour notre émancipation m'ont aussi permis d'échapper plusieurs fois aux griffes du patronat. Déboutée de leur sanction d'un mois de mise à pied en 2012, puis de leur contestation d'un accident du travail (troubles psychosociaux) fin 2013 puis du licenciement le 20 décembre 2013 sur décision de justice et en février 2014 sur refus de l'inspecteur du travail, la poste renonce finalement à poursuivre la procédure, mesquinement ils m'infligent un blâme. Depuis le 3 mars dernier, après 5 mois de mise à l'écart, je suis réintégré sur mon poste de travail. Le rouleau compresseur continue son carnage mais quand on lutte, ça paie, tôt ou tard. Je souhaite également dire haut et fort toute ma solidarité à mon camarade Mohamed YAQOUBI, postier du Puy de Dôme, licencié le 22 octobre 2013 pour son militantisme CGT. Nous avons tous deux notamment bénéficié du soutien du député André CHASSAIGNE qui, je n'en doute pas, suivra l'affaire jusqu'à la réintégration de Mohamed.

Les services publics, grands acquis des forces progressistes et de résistance de la libération de 1945, ont permis à des millions de citoyens de vivre ensemble, d'être protégés de la précarité énergétique, sanitaire, de bénéficier de prestations équivalentes pour tous, selon leur besoin, en cotisant selon leur revenu. Ils ont conféré des droits universels au genre humain, celui de se soigner, d'étudier, de se cultiver, de communiquer.

Présence partout sur le territoire, péréquation tarifaire, qualité de haut niveau, gestion par les administrés, ceux-là-même qui les financent par les richesses issues de leur travail, les services publics doivent être le cœur du projet pour une autre société, la cotisation doit de nouveau être la base de la répartition des richesses.

Parce qu'ils sont humainement indispensables, écologiquement meilleurs qu'entre les mains des capitalistes, une force d'unification, d'égalité, de liberté et de fraternité entre les citoyens dans les territoires quel que soit leur milieu social, leur religion, leur couleur de peau, leur culture et économiquement efficaces, nous devons faire vivre les services publics dans toutes nos luttes et nos propositions pour une société profondément humaniste. Nous sommes les 99% !

Résister c'est aussi proposer, revendiquer, inventer, être acteur de notre projet commun. Soyons tous des résistants d'aujourd'hui et de demain.

Reprenons le pouvoir par la mobilisation, dans les collectifs, dans la rue et dans les urnes.